

A lire : SARAH RAVALOMANANA, terreur de la MBS (LOI 31/08)

POLITIQUE INTERIEURE

RAJEMISON RAKOTOMAHARO, maire par intérim d'Antananarivo et proche du président, devient le président du Sénat. Outre la présidence, l'association-parti TIM obtient deux postes de vice-présidents sur le quota de 30 sénateurs réservé au chef de l'Etat. Les 4 autres vice-présidents sont 1 AVI, 1 indépendant, 2 Arema. Malgré tout, la mouvance du président n'est pas majoritaire au Sénat : 48 Arema, 11 d'autres formations politiques. Mais les sénateurs Arema semblent prêts à tourner la page et à collaborer avec le nouveau pouvoir exécutif. (AFP 23/07, LOI 27/07)

Tout en rappelant qu'on a reproché au précédent régime son despotisme, la centralisation des pouvoirs entre les mains d'une seule personne, la politisation de l'administration, l'imbrication des affaires familiales et de parti avec les affaires de l'Etat, l'ancien président ALBERT ZAFY a craint une nouvelle monopolisation du pouvoir par le parti du nouveau chef de l'Etat. Il estime qu'une dérive totalitaire du régime n'est pas à exclure. (AFP 16/08)

Comme promis, le gouvernement a lancé une chasse au voleurs de zébus. Traditionnelle chez l'ethnie Bara, où les jeunes gens devaient montrer leur courage avant d'être autorisés à prendre une épouse, la pratique s'est transformée en un business à grande échelle. Ces professionnels, qui ne sont plus des Baras, organisent des razzias de troupeaux avec des armes, tuant les éleveurs qui résistent, et il existe toute une filière pour « blanchir » les zébus (obtention de certificats d'origine) et les exporter. Devant le succès de l'opération, qui a rassemblé 120 gendarmes et militaires et des habitants des villages concernés, elle devrait être étendue à une autre zone. Une vingtaine de voleurs ont été arrêtés depuis le 29 juillet. (AFP 18/08)

La désignation des ambassadeurs, suite au changement de régime, semble obéir à deux considérations : récompenser les partisans de RAVALOMANANA parmi la diaspora concernée (Allemagne, France) et gagner les faveurs de certains groupes d'influence en vue des élections législatives. (LOI 31/08)

La fille unique du président, SARAH, a été récemment nommée à la tête de la *Madagascar Broadcasting System*, la station de radio et de télé privée de son père. Depuis, les équipes sont à bout et 4 employés ont démissionné pour « incompatibilité d'humeur » avec la nouvelle patronne, qui manie allègrement les sanctions disciplinaires... et la censure. (LOI 31/08)

Le Premier Ministre confirme que l'ancien président RATSIRAKA pourrait avoir à répondre devant la justice, notamment pour « l'agression caractérisée » que constitue la tentative de débarquement de mercenaires du 18 juin et certains « crimes économiques ». (JA 5/08)

NARISOA RAJAONARIVONY, vice-Premier Ministre, donne sa démission. (AFP 7/10)

Des élections législatives anticipées, exigées par les bailleurs de fonds de Madagascar pour la reprise de leur aide, seront organisées le 15 décembre. L'Assemblée Nationale sera donc dissoute le 16 octobre. Le nombre de députés passera de 150 à 160, et le mode de scrutin deviendra majoritaire uninominal à un tour (actuellement : proportionnel), au détriment des petits partis. Pour le président RAVALOMANANA - qui ne dispose actuellement d'aucun siège dans l'Assemblée - l'enjeu est de transformer sa popularité en majorité politique, afin d'assurer une stabilité au pays. (AFP 9 & 10/10)

POLITIQUE ETRANGERE

Le président **sénégalais** WADE reconnaît le régime de RAVALOMANANA, et plaide pour la libération de toutes les personnes détenues dans le cadre de la crise politique malgache. (AFP 17/07)

L'**Union Africaine** est la seule organisation internationale qui refuse toujours de reconnaître le pouvoir de M. RAVALOMANANA, investi officiellement le 29 avril. Une délégation de l'UA arrive sur la Grande Ile pour « déterminer les obstacles » Alors que l'ONU invitait RAVALOMANANA au sommet de Johannesburg, l'UA n'avait toujours pas évolué sur ce point. (AFP 13/08, JA 2/09)

« La **France** soutient la mission d'observation électorale préparée par l'Union Européenne » indique le porte parole adjoint du Quai d'Orsay. . (AFP 10/10)

VIE SOCIALE & ECONOMIE - DROITS DE L'HOMME

* DROITS DE L'HOMME

NORBERT RATSIRAHONANA, ancien premier Ministre rallié à M. RAVLOMANANA, a chiffré entre 100 et 120 le nombre des détenus à la suite des troubles. « Nous voulons qu'ils soient jugés aussi rapidement que possible sans violer les droits de la défense et sans justice expéditive ». (AFP 12/08)

Le général VICTOR RAMAHATRA, ex-conseiller en sécurité du président RATSIRAKA a été inculpé et incarcéré pour sa participation supposée dans un hypothétique plan de débarquement de mercenaires à bord d'hélicoptères. (LOI)

La communauté Karana (d'origine indienne et pakistanaise, forte de 20 000 membres), l'une des plus prospères du pays, est fréquemment la cible d'enlèvements contre rançon. Son porte-parole a remis au président une « lettre de doléance » réclamant une protection spéciale. Considérés par les Malgaches comme responsables de nombreux trafics et de pratiques commerciales déloyales, souvent avec la complicité et pour le compte de dirigeants en place (du régime RATSIRAKA) les commerçants indo-pakistanaïens ne sont pas non plus protégés par leurs ambassades, en raison de leur statut d'apatrides. Installés depuis plusieurs générations, nombre d'entre eux sont de nationalité française. Les familles refusent le plus souvent d'appeler à la force publique, craignant un « double racket ». (AFP 20/09) Pour la 1^{ère}

fois, les représentants de la communauté Karana ont été reçus officiellement au palais présidentiel. Le président leur a demandé de participer activement au développement du pays « travaillez, faites votre travail, je ferai le mien ». On estime à 60 % leur part dans l'industrie et le commerce de la Grande Ile. (AFP 7/10)

Le terrible colonel COUTITI, qui avait semé la terreur dans la province d'Antsiranana, accusé d'avoir violenté, torturé et assassiné des militants du camp RAVALOMANA, a été enfin arrêté. (AFP 23/09)

FREDO BETSIMIFIRA, ancien ministre de l'Information et de la Culture du gouvernement RATSIRAKA a été condamné à 2 ans de prison ferme pour vols de fréquences audiovisuelles, destruction de matériels publics, brouillages d'émissions publiques et privées. Il peut faire appel. Une cinquantaine de personnalités de l'ancien régime, civiles et militaires, sont actuellement en détention préventive. RATSIRAKA est réfugié en France. (AFP 3/10)

*** FLEAUX & CALAMITES**

Une virulente **épidémie de grippe** frappe la province de Fianarantsoa depuis le début juin. Elle frappe surtout les personnes vulnérables (enfants et vieillards) et entraîne la mort dans les 2 semaines, mais le risque de décès est minime si la maladie est découverte et soignée à temps. De nouveaux foyers ont été découverts dans l'est (province de Taomasina) et le sud-est (province de Manakara). Le bilan très lourd de cette épidémie (au moins 444 morts) est dû essentiellement à l'isolement de ces villages et au fait que les victimes, croyant être atteintes d'un simple rhume, se soignent à l'aide de simples tisanes traditionnelles. (AFP 1er au 13/08)

22 646 cas de grippe ont été recensés, dont 18 800 dans la région de Fianarantsoa : cette province, très pauvre, manque d'installations sanitaires et connaît des problèmes impropres de malnutrition. Le bilan est de 671 morts. (AFP 27/08)

*** ECONOMIE**

Lors de la réunion dite « conférence des amis de Madagascar » la Grande Ile s'est vue attribuer une enveloppe (plus importante que prévu) de 2,3 milliards \$ dont 1,4 devrait être débloqué avant la fin de l'année. Le Premier Ministre a exposé son programme, surtout à destination des populations les plus touchées par la crise : aide nutritionnelle, travaux d'utilité publique afin de donner un emploi temporaire à des chômeurs. Les bailleurs de fonds ont pris bonne note de l'importance affichée par M. Sylla à « la bonne gouvernance, la démocratie et l'Etat de droit ». Le pays est économiquement exsangue. L'Agence Française de Développement mettra en place un fonds de garantie destiné à faciliter le redémarrage du secteur privé, et la France souhaite aussi relancer l'assistance technique dans les domaines de l'éducation, la réforme juridique et la formation des cadres de l'administration. A l'occasion de cette réunion à Paris, J. SYLLA a été reçu par son homologue J.P. RAFFARIN, et rencontrera des investisseurs et entrepreneurs français. (AFP 26/07)

L'île Maurice, qui participe au « club des amis de Madagascar » annonce l'octroi un prêt complémentaire de 1 M\$ à l'occasion de la visite du vice Premier ministre malgache. Celui-ci a indiqué aux industriels mauriciens que son gouvernement s'engageait à assurer la sécurité juridique, fiscale et financière des investisseurs étrangers. (AFP 14/08)

L'aide de l'Union Européenne va augmenter de 40 % (soit 577 M € sur 5 ans) a promis ROMANO Prodi, qui a obtenu « un engagement fort allant dans le sens de l'instauration de la démocratie » dans le pays. L'UE apportera son assistance pour l'organisation et l'observation des élections législatives anticipées. (AFP 5/09)

Air Madagascar croule sous les dettes : la compagnie voler à l'étranger avec ses propres appareils (ils risquent d'être saisis). La moitié des 30 M d'euros sont dus à Air France, Aéroport de Paris et Total. (AFP 5/09)

*** DIVERS**

Mesure contre la **corruption** ? Les salaires des ministres sont portés à 3500 \$ par mois, contre 300 jusqu'ici. Le président a laissé entendre que les hausses de salaires devraient concerner ultérieurement d'autres catégories de fonctionnaires. En retour, les ministres devront être plus rigoureux dans leur travail, sachant qu'ils sont susceptible de devoir répondre devant la nouvelle Haute cour de justice, dont les membres vont être élus par les députés. (AFP 21/07) Dans une enquête réalisée auprès de 1140 ménages et 819 entreprises, 60 % estiment que la corruption a augmenté ces 5 dernières années. La police de la circulation, les services de l'état civil et de l'enregistrement, la justice ainsi que les douanes sont les premiers cités. (LOI 13/07) Lors de sa première apparition à l'ONU le président RAVALOMANANA confirme que la lutte contre la corruption est la plus haute priorité de son gouvernement et de que très fermes mesures sont prises. (AFP 13/09)

Le gouvernement prévoit de prendre des mesures pour limiter les importations de **riz**, afin de relancer la production nationale de cette culture vivrière traditionnelle en diminution ces dernières années. (AFP 21/07)